



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 13 MARS 2019

MONUSCO :

La Représentante spéciale. Leila Zerrougui se trouve actuellement à New York dans le cadre des discussions relatives au renouvellement du mandat de la MONUSCO, qui arrive à son terme le 31 mars prochain. Mme Zerrougui prendra part lundi 18 mars à une session du Conseil de sécurité consacrée à la RDC. Des représentants des autorités congolaises seront également sur place.

Cette session du Conseil, qui pour les mois de mars et avril, est présidé conjointement par la France et l'Allemagne, a notamment pour objet de passer en revue le rapport trimestriel du Secrétaire général sur la MONUSCO pour la période allant du 4 janvier au 8 mars 2019.

La Représentante spéciale du Secrétaire général se rendra ensuite à Genève afin de prendre part au dialogue interactif sur la République démocratique du Congo organisé dans le cadre de la 40^e session du Conseil des droits de l'homme.

Une session au cours de laquelle il sera notamment question du territoire de Yumbi dans la province de Mai Ndombe, où comme vous le savez, de tragiques incidents intercommunautaires, survenus à la mi-décembre 2018, ont entraîné la mort d'au moins 535 personnes d'après une enquête menée par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC.

Le rapport final de cette enquête a été rendu public hier et on peut y lire que les attaques menées du 16 au 18 décembre dernier sur quatre sites ont été planifiées et exécutées avec le soutien des chefs coutumiers. Ces attaques pourraient constituer des crimes contre l'humanité, de meurtre, de torture, de viol et d'autres formes de violences sexuelles, ainsi que de persécution.

Outre le nombre de victimes qui pourrait être plus élevé car de nombreux corps ont vraisemblablement été jetés dans le fleuve Congo, l'enquête a pu confirmer que 111 personnes avaient été blessées et que près de 1 000 bâtiments, principalement des maisons mais aussi des églises, des écoles et des centres de santé, avaient été détruits ou pillés.

De plus, on estime à 19 000 le nombre de personnes déplacées dont 16 000 ayant traversé le fleuve Congo pour se rendre en République du Congo.

Le rapport met en garde contre le risque de reprise de la violence et c'est la raison pour laquelle la Représentante spéciale du Secrétaire général appelle à des mesures immédiates afin de rétablir l'autorité de l'État et à créer les conditions nécessaires pour un retour sûr et volontaire des personnes déplacées.

Ceci est particulièrement important dans la perspective des élections législatives qui doivent se tenir le 31 mars prochain.

Autre point clé : la lutte contre l'impunité. A ce sujet la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, souligne qu'il est important de veiller à ce que les auteurs des crimes soient punis et que les victimes de ces terribles violences obtiennent justice et assistance.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Les Nations Unies ont proposé le soutien du Bureau conjoint aux droits de l'homme aux enquêtes judiciaires en cours.

La MONUSCO aimerait également attirer l'attention sur les signes encourageants que nous avons observés dans certaines provinces du pays où des éléments de groupes armés ont manifesté leur intention de se rendre ou se sont déjà rendus à la faveur de la prise de fonction du nouveau Président de la République.

Le dépôt des armes par les groupes armés représente une véritable opportunité de stabilisation de la RDC à long terme et c'est la raison pour laquelle les Nations Unies ont signifié aux autorités congolaises qu'elles étaient prêtes à soutenir ces processus de désarmement et démobilisation et de réintégration au sein des communautés.

La Journée de la femme a été célébrée le 8 mars dernier dans le monde entier. Ici en République démocratique du Congo, on fête le mois des droits des femmes, autant de manifestations auxquelles la Représentante spéciale du Secrétaire général aurait souhaité prendre part mais, qui en a été empêchée, en raison de l'actualité du Conseil de sécurité qui l'a conduite à New York.

Il n'empêche, Leila Zerrougui m'a chargée de transmettre un message en son nom, un message dans lequel elle félicite les femmes congolaises malgré tous les défis qu'elles rencontrent parmi lesquels leur participation modeste au processus électoral en cours. La Représentante spéciale reste fermement engagée à promouvoir l'égalité et les droits des femmes et elle espère qu'un nombre significatif de femmes participeront au prochain gouvernement.

Nord-Kivu :

A Goma, plusieurs sections substantives et la Force de la MONUSCO ont pris part le 8 mars 2019 au lancement des activités de célébration du mois de la femme.

Plus d'un millier de femmes issues de la société civile, des fonctions libérales, des commerçantes et des forces de sécurité (PNC & FARDC) ont pris part à une activité organisée au stade des volcans. Toutes les allocutions prononcées à cette occasion ont mis l'accent sur le rôle de la femme dans la consolidation de la paix et la sécurité au Nord-Kivu.

La section des Affaires civiles de Goma poursuit ses activités de protection des populations civiles. C'est dans ce cadre qu'une réunion s'est tenue cette semaine avec les agents de l'administration territoriale chargés des services humanitaires à Rutshuru pour débattre des problèmes des déplacés internes et évaluer la situation globale de protection et de la stabilisation en territoire de Rutshuru.

Une séance de sensibilisation sur la cohésion pacifique en vue du développement local autonome s'est tenue dans la foulée à Nyanzale dans le Rutshuru.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Au cours de la même période, les sections Protection de l'enfant, DRRR ainsi que le BCNUDH, ont organisé deux réunions de sensibilisation sur les diverses activités de la MONUSCO à Mashango, en Chefferie de Bwito.

Les deux activités ont réuni 20 personnes dont 4 femmes et ont permis d'éclairer les participants sur le fonctionnement des mécanismes de protection.

Kasaï :

La MONUSCO a mené, du 1^{er} au 3 mars à Kamako, dans le Kasaï, une mission de pacification afin d'interagir avec les principaux acteurs autour d'incidents survenus dans cette zone le 24 février dernier, pour un retour au calme durable.

Déjà, le 26 février, une délégation de la MONUSCO avait accompagné le Gouverneur du Kasaï et d'autres autorités locales sur place pour rencontrer des chefs traditionnels et des représentants des communautés pour porter un message d'apaisement.

En effet, la ville de Kamako, dans la province du Kasaï a connu le 24 février 2019 des affrontements entre d'anciens membres de la milice Kamuina Nsapu (majoritairement de la communauté Luba) et des soldats des FARDC.

Cette mission de deux jours effectuée par la MONUSCO a permis de renforcer les capacités des mécanismes d'alerte rapide et de protection des civils, examiner et résoudre la situation des membres de la milice Kamuina Nsapu restant sous la protection de la Force de la MONUSCO à Kamako. Il s'agissait aussi de faciliter les séances de sensibilisation et de médiation avec divers acteurs/groupes, y compris des représentants locaux de l'Etat et des commandants des services de sécurité, des chefs coutumiers et d'autres leaders communautaires, des représentants de la société civile et des communautés en général afin de créer un environnement protecteur pour tous.

La MONUSCO a organisé plusieurs activités pour commémorer la Journée internationale de la femme dans la ville de Kananga, dans la province du Kasaï Central. A la prison de Kananga, c'est sous le thème, « le temps pour le droit des femmes détenues » que 25 femmes détenues et leurs 14 enfants ont bénéficié d'un kit alimentaire de la MONUSCO à travers son unité pénitentiaire. Deux médailles d'honneur de la MONUSCO ont été décernées à deux femmes surveillantes de cette prison pour leur dévouement et leur engagement dans la prise en charge et la gestion du quartier des femmes détenues.

De son côté, le personnel féminin de la MONUSCO a offert des vivres aux personnes âgées hébergées dans un hospice situé dans la commune de la Ndesha, dans la ville de Kananga. Ce geste a été salué par les bénéficiaires.

Enfin, les femmes de la MONUSCO et de la société civile ont organisé une séance de réflexion autour des thèmes national et provincial de cette journée, en plus des thèmes [internationaux] : « Innover pour le changement » et « Bâtir intelligemment ». Cette dernière activité a connu la participation du Ministre provincial

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

du Genre et d'une cinquantaine de femmes de la société civile locale et de la MONUSCO parées, pour l'occasion, de superbes tenues colorées.

Toujours dans la ville de Kananga, Katoka, l'une des communes les plus touchées lors des violences de 2016 et 2017 au Kasai, bénéficie d'un projet financé par la MONUSCO via sa section Démobilisation, Désarmement, Réinsertion, Rapatriement et Réintégration (DDRRR).

C'est un projet de réinsertion qui vise l'autonomie d'ex-miliciens et de femmes, lourdement impactées par les dernières violences issues de l'insurrection de la milice Kamuina Nsapu.

Ce sont au total 300 personnes, préalablement formées, qui ont reçu, le 6 mars 2019, des semences agricoles, du matériel aratoire, des lapins et des volailles. Une dotation qui leur permettra de se lancer dans des activités génératrices de revenus notamment l'élevage ou les cultures maraîchères.

Ce projet, dont le coût est estimé à plus de 90 000 dollars américains, a commencé en décembre 2018 par une formation sur la comptabilité élémentaire, la maîtrise de l'épargne, la tenue de la caisse, l'élevage de volailles et la culture maraîchère. Ainsi, le projet permettra également à ces différents bénéficiaires d'entrer dans une spirale positive de production visant à les rendre autonomes.

L'équipe de la section Conduite et discipline de la MONUSCO a organisé dans la ville de Kananga, du 5 au 6 mars 2019, plusieurs activités de sensibilisation à la question des exploitation et abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies. Ces activités visent à sensibiliser la population ainsi que le personnel de l'ONU à cette question sensible des exploitation et abus sexuels qui ternit l'image de l'ONU. Le 5 mars 2019, une dizaine de membres du personnel de la MONUSCO qui n'avaient pas encore reçu cette formation obligatoire, ont été également sensibilisés.

Environ 300 personnes vivant dans la ville de Kananga ont pris part à une séance de sensibilisation relative aux abus et exploitations sexuels en plein air, en présence des autorités locales, des représentants des agences de l'ONU et de la cheffe du bureau de la MONUSCO, Sophie Stecher. A l'occasion, Sophie Stecher a exhorté tous les personnels de l'ONU à Kananga ainsi que la population locale à « s'abstenir de l'exploitation et des abus sexuels qui ternissent l'image d'une société. »

Beni :

A l'initiative de la section Genre de la MONUSCO, une séance de renforcement des capacités des journalistes sur " Le journalisme sensible au genre en période pré-électorale à Beni et Butembo" s'est tenue ce mardi 12 mars à Beni. 26 journalistes, dont 12 femmes des médias, ainsi que 3 femmes candidates aux élections de ce 31 mars à Beni et Butembo ont pris part à cette formation. Une formation similaire est prévue ce jeudi 14 mars à Butembo.

La section des Affaires politiques, en collaboration avec la section électorale et le BCNUDH o, a organisé ce mardi 12 mars à Butembo, une **rencontre pour des élections apaisées** avec des membres et candidats de plateformes électorales FCC, CACH et Lamuka à Butembo. Durant la rencontre, les 27 participants, dont 9 femmes, ont reçu des informations sur l'état des lieux du processus électoral, du code de bonne conduite et des

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

libertés publiques. Des recommandations ont été formulées par les participants à l'issue de la rencontre. Des rencontres similaires sont prévues le vendredi 15 mars à Kasindi et le lundi 18 mars à Beni.

Equipe de pays :

Reprise progressive des activités humanitaires à Kamako

Suite au retour au calme observé dans la zone de Kamako, les acteurs humanitaires ont commencé à se redéployer dans la zone pour poursuivre les actions suspendues et en amorcer les nouvelles pour renforcer la réponse.

Après la visite de son chef de bureau auprès des organisations humanitaires et représentants des institutions publiques la semaine dernière, OCHA a déployé une équipe pour coordonner les activités sur place à Kamako.

OCHA et les autres acteurs humanitaires intensifient la conduite de missions d'évaluation intersectorielle des besoins à travers la région du Kasai afin de déterminer les priorités et d'orienter les activités de réponse.

Les provinces du grand Kasai, celles de l'ancien Bandundu et la province de Lualaba sont affectées par ce mouvement de ressortissants congolais en provenance de l'Angola. Les activités humanitaires avaient été suspendues à Kamako suite aux affrontements, du 24 au 26 février, entre des éléments armés Kamuina Nsapu et les forces de l'ordre.

OIM : Appui au retour des Congolais expulsés ou retournés volontairement d'Angola

Contexte : En octobre 2018, le Gouvernement angolais a lancé une vaste opération d'expulsion des immigrés vivant sur le territoire national en situation irrégulière. Cette opération touche particulièrement les populations congolaises qui se sont vu expulser de force vers 8 postes frontières. Ces expulsions ont été accompagnées d'exactions à l'encontre des populations visées se retrouvant du jour au lendemain en République démocratique du Congo sans ressources ni biens et parfois sans document d'identité.

Selon des sources officielles, entre le 1^{er} octobre 2018 et le 31 janvier 2019, 402 300 ressortissants congolais sont rentrés d'Angola, après l'expiration d'un délai donné par les autorités angolaises aux migrants en situation irrégulière pour quitter volontairement le territoire de ce pays. Les données validées par la Direction Générale des Migrations (DGM) font état de 300 365 retournés volontaires et 101 935 expulsés qui ont été accueillis dans cinq provinces de la RDC : Kongo Central, Kwango, Kasai, Kasai Central et Lualaba. Les expulsions et les retours volontaires se poursuivent encore (6 200 personnes recensées en février, et près d'un millier depuis le début du mois de mars).

La majeure partie de ces Congolais rentrés d'Angola se trouvent à Kamako, localité du Kasai comptant avant la crise moins de 50 000 habitants. La pression exercée sur la population hôte, les services sociaux de base et les ressources est devenue une source de tensions – accentuée par les incidents sécuritaires avec des vagues de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

violences intercommunautaires opposant des membres de groupes ethniques locaux et par la démobilisation inachevée des miliciens de Kamuina Nsapu.

Les besoins : Les besoins sont immenses dans les localités frontalières et les communautés d'accueil. Les services sociaux de base sont saturés (notamment les hôpitaux), les voies de communication sont quasi-inexistantes, l'activité économique est faible (peu d'emplois), l'insécurité est encore très forte et les acteurs humanitaires peu nombreux.

De nombreux expulsés tentent de rejoindre Tshikapa, la capitale provinciale par la route, en vélo, en moto ou à pied, les moyens de locomotion étant limités. Le trajet qui prend un minimum de 7 jours s'il est entrepris à pied expose les expulsés à de nombreux abus. En outre, de nombreuses personnes étaient ou se sont retrouvées, suite à leur expulsion ou leur retour volontaire, dans une situation de vulnérabilité les contraignant à rester sur Kamako par faute d'autre possibilité. De nombreuses femmes enceintes, allaitantes ou avec enfants en bas âge, ainsi que des personnes handicapées ou âgées et des blessés lors des expulsions vivent aujourd'hui sans abris ni moyen de subsistance à Kamako.

L'action de l'OIM : L'OIM, en partenariat avec Handicap International et HelpAge, grâce à un financement de CERF, met actuellement en œuvre un projet intervenant sur deux volets majeurs à savoir : (1) la protection, en permettant le transport des personnes selon des critères de vulnérabilité objectifs établis avec les acteurs intervenant également sur place. Les personnes vulnérables expulsées ou retournées volontairement d'Angola sont soumises à une visite médicale puis transportées de Kamako à Tshikapa, pour désengorger la zone frontalière et permettre une meilleure prise en charge à Tshikapa ; (2) les besoins essentiels, en fournissant une assistance monétaire inconditionnelle aux personnes pendant leur transport et à leur arrivée à destination. Cette aide leur permettra de payer le transport vers des destinations variées, la nourriture et d'autres articles nécessaires.

Début de la réponse en faveur des victimes de la crise de Yumbi

En complément aux interventions de première urgence menés au lendemain de la crise dans le secteur de la santé, l'assistance humanitaire multisectorielle sera lancée aujourd'hui (mercredi) en faveur de plus de 15 000 personnes (déplacés, retournés et familles d'accueil) qui devront bénéficier d'assistance en vivres.

Ces interventions seront suivies prochainement par une réponse en articles ménagers essentiels (AME), abris en situation d'urgence, eau, hygiène et assainissement, santé et nutrition.

La mission d'évaluation menée en début de l'année estime le nombre de personnes déplacées internes à 12 500 tandis que quelque 16 000 personnes se sont réfugiées en République du Congo. Approximativement 1 000 habitations des villages Yumbi, Bongende et Nkolo, 17 écoles et 4 centres de santé ont été détruites.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Contrôle durable de la Chenille Légionnaire d'Automne en RD Congo

Le Gouvernement congolais et la FAO déterminés à aider les populations à préserver durablement leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence.

C'est dans ce cadre qu'une centaine de personnes impliquées dans les activités du secteur agricole particulièrement la culture de maïs viennent de mettre en place stratégie appropriée pour lutter de manière durable contre la Chenille Légionnaire d'Automne (*Spodoptera frugiperda*) en RDC.

C'était, en fin février 2019, respectivement à Lubumbashi dans le Haut Katanga et Bukavu dans le Sud Kivu, à l'occasion des ateliers de lancement du projet « Appui d'urgence aux actions de lutte contre la Chenille Légionnaire d'Automne du maïs dans les territoires de Kilwa et Kambove dans le Haut Katanga ainsi que la vallée de la Ruzizi, territoire de Fizi et de Uvira ».

Les participants, constitués d'experts de la FAO, de délégués de la partie gouvernementale, de la Société civile, des Universités ainsi que des Centres de recherches, des représentants des Associations des producteurs de maïs de la province du Haut Katanga et du Sud Kivu, ont passé en revue les objectifs du projet puis les activités planifiées principalement celles axées sur la formation des agriculteurs par l'approche champs école paysan et l'utilisation de la stratégie intégrée de gestion de la Chenille légionnaire d'Automne. Ils ont pris connaissance des modalités d'intervention nécessaires auprès des communautés d'agriculteurs subissant des pertes liées à la Chenille Légionnaire d'Automne pour une gestion durable de cette dernière. Ils se sont accordés sur les activités prioritaires à réaliser afin de leur permettre de s'approprier la mise en œuvre du projet.

Ce projet, financé et exécuté par la FAO, répond à la demande d'assistance du Gouvernement congolais qui s'est engagé à lutter contre la Chenille légionnaire d'Automne, une des causes majeures de réduction de la production de maïs. Cela passe par la maîtrise de l'approche Champ Ecole Paysan (CEP) et l'adaptation des bonnes pratiques au contexte de deux provinces.

Situation militaire :

(Par le Commandant Nabil CHERKAOUI, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La quinzaine écoulée a été marquée par la célébration le 8 mars 2019, au niveau de tous les secteurs de la Force de la MONUSCO, de la Journée Internationale de la femme. A cette occasion le Commandant de la Force le Général de Corps d'Armée **Elias Martins Filho** a adressé, aux présents au stade les Volcans à Goma, un discours dans lequel il a mis en exergue le rôle primordial que joue la femme pour relever les défis sociaux, économiques et politiques dans la République démocratique du Congo.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire de ces deux dernières semaines dans les différentes provinces :

Dans la province de l'Ituri, la Force de la MONUSCO poursuit ses actions visant à contribuer à ramener la stabilité et à ancrer un environnement protecteur pour la population locale. C'est dans ce contexte que le bataillon bangladaishi de déploiement rapide a conduit, du 1 au 31 mars 2019, une opération baptisée "**OPS**

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

STABILITY FOR DJUGU (PH-6) ° avec le déploiement de deux (2) bases opérationnelles temporaires respectivement à Roe (45 km nord-est de Bunia) et à Loda (72 km nord-est de Bunia). Durant cette opération des patrouilles intensives sont conduites pour assurer la protection des civils et favoriser des interactions avec les habitants.

Dans la province du Nord-Kivu, les troupes onusiennes continuent de remplir leur mandat de protection des civils par la projection rapide de bases opérationnelles temporaires afin de contribuer à ramener la stabilité et prévenir la violence. On peut citer par exemple que deux bases opérationnelles temporaires ont été déployées par le bataillon indien de déploiement rapide du 4 au 19 mars à Nyabiondo (64 km nord-ouest de la compagnie opérationnelle de Sake) et du 7 au 17 mars à Bushumba (14 km nord-ouest de la compagnie opérationnelle de Kitchanga). Durant ces déploiements, des patrouilles de domination de terrain dans les villages affectés par des actes de violence ont été conduites afin de réagir de manière proactive à la situation en matière de sécurité pour dissuader les groupes armés actifs dans la zone. Aussi, on cite l'avortement de l'attaque présumée contre le centre de traitement d'Ebola près de Lubero suite à la réactivité de la Force de la MONUSCO dès la réception de l'information par le déploiement d'une force de réaction rapide à Lubero et l'alerte de la patrouille onusienne à Musienene.

Dans le territoire de Beni, en plus de supporter les Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans leur lutte contre les groupes armés qui ont récemment attaqué leur position le 5 mars 2019 à Kitakandi (8 km à l'est de Butembo) et l'attaque contre le centre d'Ebola le 9 mars 2019 à Ithave (sud de Butembo), la Brigade d'Intervention de la Force (FIB) a conduit conjointement avec les FARDC deux opérations baptisées "**OPS SUNRISE**", du 6 au 12 mars 19 à Eringeti et "**OPS THUSO**" du 4 au 8 mars 2019 à Mbau – Ngadi pour neutraliser toute présence négative et assurer la liberté de mouvement dans cette zone.

Simultanément, la Force de la MONUSCO a contribué à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola dans la région de Beni par la sécurisation des déplacements et le stationnement des équipes de l'OMS et de leurs partenaires jour et nuit dans la région de Boikene et Butembo.

Dans les Kasai, les troupes de la MONUSCO continuent de participer à la sécurisation des camps des personnes refoulées d'Angola, particulièrement dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa. La Force de la MONUSCO poursuit, en liaison avec les autorités locales et provinciales, ses efforts visant à stabiliser cette partie de la province du Kasai afin d'assurer une paix pérenne.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue de dispenser des cours d'anglais et d'informatique pour les civils. En effet, du 1^{er} au 7 mars 2019, le bataillon indien de déploiement rapide a dispensé ces cours à Himbi. Parallèlement, des équipes médicales sont déployées pour fournir les soins à titre gracieux et porter assistance aux populations civiles. A titre d'exemple, le bataillon marocain a conduit des consultations médicales avec les traitements nécessaires au profit de la population civile locale. Il fournit également au quotidien de l'eau potable aux habitants du village de Shamusanda à Tshikapa.

De plus, le contingent du génie de la Force de la MONUSCO a récemment réhabilité le pont Kambogo dans la province du Sud-Kivu. Le pont est situé le long de la route Bukavu – Goma, il était endommagé et ne pouvait

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

plus supporter le passage de véhicules lourds en raison des pluies fréquentes. La réparation et la remise en état du pont a permis de rétablir le trafic sur la route Bukavu-Goma.

Enfin, malgré la continuité des affrontements entre les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, durant les mois de mars 2019, **37** éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels, **32** enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO. Ils sont actuellement sous la responsabilité du département **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

En guise de conclusion, la Force de la MONUSCO poursuivra sans relâche son action de protection de la population civile et de neutralisation des groupes armés. Nous appelons une fois encore les combattants irréguliers à déposer les armes et à s'engager dans un processus de retour à une vie paisible, pour eux, leurs enfants et les populations de ce pays.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28